

# Solidaires en action N° 158

Le 25 septembre 2018

## 9 octobre : il y a urgence à contre-attaquer !

**Nos salaires, pensions de retraite et minima sociaux stagnent et les dividendes versés aux actionnaires, multipliés par 5 en 30 ans, flambent** : les entreprises du CAC 40 ont réalisé 94 milliards d'euros de profits en 2017 ! En une décennie, les 10 plus riches fortunes françaises ont vu leur patrimoine quadrupler alors qu'il faut 6 générations à une famille pauvre pour atteindre le revenu moyen. Pourtant, c'est bien notre travail qui crée les richesses et elles ont été multipliés par 4 en 30 ans !

Les prestations sociales devraient subir un nouveau tour de vis, les indemnités chômage revues à la baisse et la revendication du MEDEF de dégressivité semble être retenue par le gouvernement. Mais cela ne s'arrête pas là ! C'est le patronat qui bénéficie de « cadeaux » supplémentaires comme la baisse de cotisations pour pérenniser le CICE (70 milliards d'euros depuis 2013).

**Les annonces gouvernementales et les contre-réformes successives ne font qu'amplifier le creusement de ces inégalités** : une large majorité de la population juge injuste et inefficace la politique du gouvernement au service exclusif des intérêts patronaux.

Le gouvernement prépare un budget d'austérité : nouvelle diminution des emplois aidés, nouveau coup contre les retraité-es avec le décrochage des pensions par rapport à l'inflation, cela s'ajoutant à la hausse de la CSG cette année, 4500 suppressions d'emplois dans la Fonction publique de l'Etat, remise en cause des statuts dans l'ensemble des 3 fonctions publiques avec la reprise de certaines recommandations de CAP 22.

Dans ce contexte, la **journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle du 9 octobre** à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, FIDL, UNEF et UNL est le moment pour toutes et tous, salarié-es, retraité-es, privé-es d'emplois, lycéen-nes et étudiant-es d'exprimer le refus de cette politique détruisant briques par briques notre modèle social.

C'est aussi le moment de **transformer les attentes en une expression forte des revendications**, du lieu de travail à la rue.

Il est urgent de revendiquer :

- ♦ une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux pour gagner du pouvoir d'achat ;
- ♦ la réalisation concrète de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- ♦ un service public de proximité pour toutes et tous qui mette fin aux inégalités territoriales et sociales;

♦ l'arrêt des réformes régressives visant la casse des droits collectifs et les mécanismes de solidarité. Celles-ci favorisent l'**émergence d'une logique de chacun pour soi inégalitaire** où l'on ne reçoit qu'à la hauteur de ses moyens et non plus en fonction de ses besoins : remise en cause des conventions collectives et des statuts, réforme des assurances maladie et chômage, retraite ;

♦ le droit à la retraite à taux plein pour toutes et tous les salarié-es, dès l'âge de 60 ans et en deçà pour les travaux pénibles ;

♦ l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active et la fin d'une logique de sélection aveugle du plus jeune âge jusqu'à l'université via Parcoursup ;

♦ une vraie politique d'investissement ciblée notamment sur les enjeux environnementaux qui assure l'avenir des générations futures.

**POUR LE PARTAGE  
LE 9 OCTOBRE  
DES RICHESSES  
GREVES, MANIFESTATIONS**  
Union  
syndicale  
**Solidaires**

**Dans chaque entreprise, dans chaque administration, sur les lieux d'études, dans les lieux de vie**, mobilisons nous dès le 9 octobre et tenons des **assemblées générales de grévistes** par secteurs ou par ville pour tracer collectivement des perspectives de luttes, car nous savons qu'une journée, si elle peut montrer que nous refusons la situation, ne suffira pas à faire plier le gouvernement.

Les raisons de se mobiliser, dans nos secteurs aussi bien qu'à l'échelle des politiques nationales sont nombreuses. **Nous ne sommes pas résigné-es et nous allons le montrer !**

## **Voie professionnelle : en grève le 27 septembre**

La réforme « Blanquer » de la voie professionnelle va aggraver nos conditions de travail, supprimer des postes dans toutes les disciplines et entraver la réussite des jeunes !

L'intersyndicale de la voie professionnelle qui regroupe notamment la CGT Educ'action, la FSU et Sud Éducation, appelle les collègues à se mettre en grève le jeudi 27 septembre.

Pour nos organisations syndicales **la finalité de la voie professionnelle est de permettre, à la fois une insertion immédiate dans la vie active et des possibilités de poursuite d'études réussie**. Les grilles horaires élèves proposées vont à l'encontre de ces objectifs, elles vont entraîner des suppressions de postes dans toutes les disciplines. Les « secondes par famille de métiers » censées retarder l'orientation seront également source de suppression de postes en permettant un remplissage optimum des classes.

La volonté d'implantation d'unité de formation en apprentissage dans tous les lycées professionnels, avec la mixité des parcours qui induira, de fait, la mixité des publics menace à terme les conditions de travail et le statut des professeurs de lycée professionnel.

Ces dispositions doivent être mises en œuvre dès la rentrée de septembre 2019 et le projet de grilles horaires, qui entérine les suppressions de postes et les baisses des horaires disciplinaires, sera soumis au vote du CSE le 10 octobre. Il y a donc urgence à s'opposer fermement pour obtenir une autre réforme qui vise réellement l'excellence.

L'intersyndicale exige que ces projets de textes soient retirés de l'ordre du jour du CSE et qu'une véritable concertation ait lieu avec la profession. **Il y a urgence à construire le rapport de forces pour obtenir une autre réforme.**

L'intersyndicale appelle les personnels à se mobiliser en :

- ♦ organisant des heures mensuelles d'information intersyndicale la semaine du 17 au 21 septembre 2018 dans tous les établissements pour informer la profession des conséquences de la réforme ;
- ♦ construisant ensemble une journée de grève le jeudi 27 septembre 2018.

**LYCÉES PRO  
EN GRÈVE  
JEUDI 27/09**

**Sud  
RIPOSTONS à la  
tronçonneuse Blanquer** 

## **Retraité-es : on ne se laissera pas faire**

**Contre les choix du gouvernement qui les maltraite** notamment en s'attaquant à leur pouvoir d'achat, les retraité-es ne se laisseront pas faire et continuent à se mobiliser.

Le **3 octobre**, des délégations de retraité-es venues de tout le pays se rassembleront à la Bourse du travail de Paris et place de la République. Ensemble elles iront déposer au Président du groupe « La République en marche », les dizaines de milliers de pétitions exigeant une loi rectificative qui revienne sur l'augmentation de la CSG et réclamant une réelle revalorisation des pensions. Le premier rassemblement se tiendra à partir de 14h Place de la République, avec les délégations venues des départements et des personnes retraitées d'Île-de-France, pour se rendre place Édouard Herriot ensuite remettre les pétitions. De même des rassemblements et des manifestations auront lieu dans les départements.

Pour défendre les droits des retraité-es, l'UCR-CGT, l'UCR-FO, UNIRS-Solidaires et la Fédération LSR appellent à manifester le **9 octobre** au côté des salarié-es, fonctionnaires, chômeuses et chômeurs, jeunes, pour exiger le maintien de tous les régimes de retraite avec leurs droits actuels.

Différentes mobilisations auront lieu le **18 octobre**, le moment où le Parlement va entamer les débats sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2019 qui fait redouter la poursuite d'une politique de coup de rabot sur les dépenses sociales. Jusqu'à 2018, les pensions de retraite de base étaient réévaluées tous les ans au 1er octobre. Mais la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 a décalé cette date annuelle de revalorisation au 1er janvier. Cette année le Parlement devrait voter la désindexation des pensions pour que celles-ci soient augmentées en fonction de la conjoncture économique, c'est-à-dire, au bon gré des gouvernements !

## **IJS de Saint-Jean-de-la-Ruelle : une grève très massive**

Le 10 septembre, les personnels ont massivement répondu à l'appel de la section Sud Santé Sociaux Loiret à l'**Institut des jeunes sourd-es** de Saint-Jean-de-la-Ruelle en agglomération d'Orléans : **près de 100% de grévistes** chez les personnels pédagogiques, paramédicaux et administratifs !

Les salarié-es étaient donc très mobilisé-es, mais étaient aussi représentées des associations de sourd-es et d'usager-es, des parents d'élèves et des résident-es de foyer.

Leurs revendications sont simples : **en finir avec le management méprisant de la direction**, qui entraîne souffrance au travail et démissions à répétitions.

## ***NEW LOOK : les salarié-es ne sont pas des chiffons***

Le 11 septembre, la direction de l'enseigne anglaise d'habillement New Look a annoncé aux salarié-es de Calais et de Rouen Grosse Horloge la fermeture de leur magasin, respectivement les 15 et 19 septembre, suivie de leur licenciement dès la fin du mois. Ces fermetures s'inscrivent dans un "**plan de restructuration**" dévoilé ce lundi en marge du comité d'entreprise, visant à fermer d'ici 2021, 21 des 29 magasins de l'enseigne et la suppression des 2/3 des 400 emplois.

La justice, saisie par le CE, le CHSCT et SUD Commerce et services, s'est déclarée incompétente au profit de la juridiction administrative (un appel est envisagé et l'administration du travail sera saisie).

Cette procédure n'a pas été vaine car si **nous avons fait reculer la direction sur la fermeture immédiate de Calais**, nous pouvons le faire pour celle de Rouen Grosse-Horloge : en effet, le bail du magasin court jusqu'au 1er octobre et, de surcroît, aucune fermeture et aucun licenciement ne peuvent intervenir avant la fin de l'information/consultation des instances représentatives du personnel qui va prendre plusieurs mois.

En se mobilisant de manière inédite le samedi 15 septembre dans 17 magasins, **nous avons montré que nous sommes une force qui ne s'en laisse pas compter par la direction** : c'est pourquoi nous avons appelé à nouveau à cesser le travail le mercredi suivant en solidarité avec nos collègues rouennais.

Nous allons ensuite nous organiser dans la durée pour convaincre davantage de monde et préparer une riposte encore plus forte pour faire reculer New Look sur nos licenciements, y compris en se retrouvant toutes et tous à Paris, voire à Londres s'il le faut !

## ***28 septembre : mobilisation pour le droit à l'avortement***

En solidarité avec l'ensemble des femmes européennes, après la lutte exemplaire des femmes espagnoles en 2014, polonaises en 2016, **nous exigeons que les droits des femmes, la liberté à disposer de son corps, le droit à l'avortement et à la santé soient respectés dans tous les pays européens et inscrits comme droits fondamentaux pour l'égalité en Europe.**

Aujourd'hui, le droit à l'avortement au sein de l'Europe relève de la compétence de chaque Etat.

Interdit à Malte, sous hautes contraintes en Hongrie et en Pologne. le droit à l'avortement, même légalisé est, peut ou pourrait être remis en question par le maintien de la clause de conscience des médecins (Italie), l'absence de structures hospitalières adéquat (Grèce, Bavière), les restrictions de personnels et les suppressions des centres pratiquant l'avortement lors de restructurations hospitalières (France), et, dans tous les pays, par l'élection de gouvernements réactionnaires, conservateurs et rétrogrades.

Solidaires, et les nombreuses associations, syndicats et organisations mobilisées, réaffirment que :

- ◆ l'accès à l'avortement est un droit ;
- ◆ l'avortement est un choix personnel – mon corps m'appartient, je choisis ma vie ;
- ◆ des moyens financiers doivent être donnés pour que les centres pratiquant l'avortement et les centres de planification soient accessibles à toutes sur les territoires ;
- ◆ des campagnes tous publics sont nécessaires ;
- ◆ l'éducation à la vie sexuelle doit être prodiguée à toutes et à tous pour qu'elles et ils puissent avoir des choix libres et éclairés ;
- ◆ la clause de conscience des professionnel-les de santé doit être supprimée ;

Nous appelons à participer à la **mobilisation européenne autour du 28 septembre 2018, journée internationale du droit à l'avortement**, où chaque pays inscrira ses revendications en vue d'une harmonisation européenne pour le respect des droits des femmes.

## ***Terres communes : défendons le bocage et ses mondes***

En vue de mettre un point final à des années d'expériences collectives, **le gouvernement a mené à Notre-dame-des-Landes au printemps une série d'attaques militaires violentes, mais aussi administratives, politiques et judiciaires.** Ces offensives ont fait de nombreux et nombreuses blessé-es et détruit une partie de la zad malgré les résistances à tous les niveaux.

En juin, la signature de convention sur des terres occupées a marqué une forme de trêve et permis le maintien d'un ensemble de lieux de vie et de projets.

Pourtant, le statu quo actuel est précaire. **La zad est toujours en lutte pour son avenir.** Début octobre, un nouveau comité de pilotage va décider de la suite à donner aux conventions d'occupation : la consolidation de l'emprise foncière des projets nés du mouvement de résistance ou sa remise en question. La menace est donc toujours là.

Tout autant que par le passé, le sort de ce précieux pan de bocage requiert la convergence de forces multiples.

Comme ils-elles l'ont déjà fait par le passé, les militant-es Solidaires sont appelé-es à se mobiliser le **week-end du 29 et 30 septembre** en participant au rassemblement « Terres communes » sur la zad de Notre-dame-des Landes.

## ***Elections Fonction Publique : Solidaires en campagne !***

Il reste à peine plus de 2 mois avant les élections Fonction Publique : entre le 29 novembre et le 6 décembre pour celles et ceux qui voteront électroniquement (au ministère de l'Economie, de l'Education, de l'Intérieur...) et le 6 décembre pour ceux et celles qui voteront à l'urne (dans de nombreuses collectivités territoriales notamment).

La **campagne de Solidaires** a déjà bien commencé. Deux **séries d'affiches** ont été adressées à tous les Solidaires locaux et aux syndicats nationaux autour de la vision de Solidaires sur la fonction publique et autour des conditions de travail. Deux **vidéos** sont par ailleurs disponibles également autour de ces thèmes, à faire vivre sur les sites et les **réseaux sociaux**.

Le troisième pan de la campagne autour du syndicalisme de Solidaires est en cours de finalisation. Comme pour les deux premiers, le matériel de campagne sera adressé dans les structures au plus tôt.

Enfin, un **site internet**, reflet de celui qui avait été mis en place pour les élections TPE de 2016, est en cours de création et devrait être accessible fin septembre, l'occasion de faire connaître Solidaires, les luttes en cours dans les différents secteurs et versants de la fonction publique et les enjeux autour des élections notamment en termes de représentativité.

S'investir dans cette campagne est un **enjeu collectif**, comme lors des élections TPE !

<http://www.facebook.com/solidairesfp/>



## ***Mantes la ville : l'extrême droite n'est pas chez elle !***

Nous avons réussi notre pari : s'opposer publiquement au meeting de l'extrême-droite Rassemblement National, ce dimanche 23 septembre à Mantel la Ville, à l'appel notamment des organisations Solidaires Yvelines, UL CGT de Mantel, FSU 78, Attac Nord 78, Front social 78, Nous Mantellois, Sud Éducation 78.

Derrière une banderole unitaire et la banderole « **le fascisme tue, combattons-le** », des organisations syndicales, des associations, des partis et des habitant-es ont témoigné de leur colère face à la politique menée localement par le RN depuis 4 ans.

Pour fêter, telle une idole païenne, le "drapeau", le Rassemblement National, qui prône le repli sur soi, s'est retranché à huis clos, dans un espace grillagé et cloisonné par les CRS. Sans doute par peur du contact avec la population...

La manifestation anti-fasciste, non-violente mais non moins virulente quant à elle, et quel contraste, est allée à la rencontre des habitant-es, durant deux heures de parcours dans le centre-ville, le marché dominical et les quartiers, arborant une multitude de drapeaux différents, soit une démonstration de la riche diversité des opposant-es au RN.

Les mantellois-es ont témoigné de leur **ras le bol de la gestion calamiteuse de la mairie d'extrême-droite**, qui s'attaque au social et au culturel, sans oublier la souffrance des employé-es de mairie subissant l'autoritarisme. La population a également exprimé son rejet de toute idée xénophobe distillée par le R.N.

Plusieurs interventions ont rappelé que **l'extrême-droite par ses idées abjectes de haine de l'autre, a provoqué l'assassinat en 2013 de Clément Méric**, dont les meurtriers viennent d'être condamnés par la justice il y a tout juste une semaine.

Pour Solidaires 78, le Rassemblement National n'est pas un parti comme un autre. Il reste un parti fondamentalement d'extrême-droite, sexiste, raciste et xénophobe, que nous devons combattre sans relâche.

## ***Postier-es du 92 : toujours en lutte***

En grève depuis 6 mois elles et ils se battent **contre les suppressions d'emplois, la précarité, la répression et contre la déshumanisation du service public postal**. Un calendrier de soutien pour financer la caisse de grève peut être commandé (sud-poste-92@wanadoo.fr) et la caisse de grève est toujours en ligne : <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66>

## ***Solidaires en action : aussi sur Facebook***

Une page Facebook Solidaires en action vient d'être lancée : <https://www.facebook.com/SolidairesAction>

L'objectif est de recenser les publications des luttes des structures de Solidaires pour avoir une vue plus globale rapidement d'une partie de notre action syndicale.

N'hésitez pas à vous abonner si vous êtes sur Facebook, à relayer cette page, à y poster vos luttes et à faire tourner l'adresse dans vos structures !

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites->